

VOISINAGES ET CONFLITS

**Les partis politiques suisses
en mouvement**



**Sous la direction
d'Oscar Mazzoleni et Olivier Meuwly**

Slatkine

TABLE DES MATIÈRES

Introduction <i>Oscar Mazzoleni et Olivier Meuwly</i>	7
Le PDC: du parti du centre catholique au parti du centre bourgeois <i>Urs Altermatt</i>	19
Paysannerie, classe moyenne et nation: imaginaires et métamorphoses de l'Union démocratique du centre au XX ^e siècle <i>Damir Skenderovic</i>	45
PLR, UDC, PBD: atteint-on les limites du libéralisme? <i>Olivier Meuwly</i>	71
Des convergences inhabituelles: l'Union démocratique du centre et le Parti socialiste dans l'arène parlementaire fédérale <i>Oscar Mazzoleni</i>	89
Les Vert'libéraux sont-ils issus d'une scission de l'aile droite des Verts? Un aperçu depuis leur fondation jusqu'aux élections au Conseil national de 2011 <i>Werner Seitz</i>	109
Le Parti socialiste et les Verts: concurrence et défis <i>Pascal Sciarini</i>	133

Gauche radicale et gauche modérée : des relations ambivalentes, entre accommodement et désaveu <i>Anne-Vaïa Fouradoulas</i>	153
Le positionnement des partis politiques suisses en comparaison internationale <i>Andreas Ladner</i>	173
Liste des auteurs	198
Tables des matières	199

- Villalba Bruno (1996). «Les petits partis et l'idéologie: le paradoxe de la différenciation», in Laurent Annie et Villalba Bruno (dir.). *Les petits partis. De la petitesse en politique*. Paris: L'Harmattan (Logiques politiques): 67-89.
- Von Gunten Hansueli und Voegeli Hans (1980). *Das Verhältnis der Sozialdemokratischen Partei zu andern Linksparteien in der Schweiz (1912-1980)*. Bern: Verlag für politische Bildung.

LE POSITIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUES SUISSES EN COMPARAISON INTERNATIONALE

Andreas Ladner

1. Problématique et approche

Comment se positionnent les partis politiques suisses en comparaison internationale? Sont-ils plus modérés ou plus radicaux que les organisations comparables dans d'autres pays européens? Serait-il même possible qu'ils présentent des profils politiques qu'on peut considérer comme uniques? Et à quel point le système suisse de partis est-il polarisé par rapport aux autres systèmes en vigueur en Europe? La présente étude abordera ces questions, sans proposer pour autant un classement dans une perspective historique ou d'une histoire des idées des partis par famille ou mouvement politique. Axée sur les points communs et les différences, elle se concentre en revanche sur l'attitude des partis face à des questions politiques concrètes.

Lorsque l'on tente d'évaluer la position des partis politiques, il est nécessaire, d'une part, de trouver des outils susceptibles d'être mobilisés à cette fin et, d'autre part, de s'interroger sur la manière d'obtenir des données utiles et que l'on peut situer sur une échelle de gauche à droite ou de libéral à conservateur¹. On peut sans doute se fier aux estimations des experts (Benoit and Laver 2007). Il est également possible d'encoder les documents des partis (programmes, plateformes de vote) et d'évaluer leurs positions par le biais d'une analyse de contenus assistée par ordinateur, comme le fait le *Comparative Manifesto Project* (Budge et al. 2001).

L'approche privilégiée pour ce travail se réfère à l'attitude que les partis ont adoptée par rapport à certains domaines politiques sélectionnés et organisés sur la base de leurs différentes prises de position. Elle s'appuie donc sur une combinaison d'analyses portant sur des documents publiés par les partis, des sondages effectués auprès de leurs responsables ainsi que sur les avis des experts. Nous n'avons pas recensé les positions des partis dans le cadre d'un projet de recherche au sens traditionnel, mais établi une plateforme d'aide au vote pour l'ensemble de l'Europe au moment des élections au Parlement européen de 2009.

Une plateforme d'aide au vote en ligne a été mise à disposition pour la première fois (*Voting Assistance Application: VAA*) (Trechsel and Mair 2009) avant les élections européennes. Celle-ci, dite *EU-Profiler* (www.europrofiler.eu), a été développée par une société sous les auspices de l'Institut universitaire européen de Florence (European University Institute: EUI). Ont également participé à ce projet la maison Kieskompas (www.kieskompas.nl), un fournisseur néerlandais de services VAA, le projet de recherche IP16 *smart-voting* de NCCRs «Challenges to Democracy in the 21st Century» du Fonds National suisse (FNS) ainsi que Politools, qui a mis en place et développé le site web d'aide au vote en ligne suisse *smartvote* (www.smartvote.ch)².

La partie essentielle de l'*EU Profiler*, ainsi que le point de départ de cette étude, consistent dans le positionnement des partis face à différentes thématiques politiques. Nous avons choisi au total 28 questions (Ladner et al. 2010 : 108) susceptibles d'être posées à tous les partis et dans tous les pays. Le plus grand défi de ce projet a été de formuler les réponses des partis aux questions posées. Pour ce faire, des équipes de l'EUI à Florence se sont constituées par pays. Elles ont défini le positionnement des partis d'après un procédé précis, ayant pour source les documents des partis (en particulier les programmes des partis et ceux édités pour leurs électeurs), les déclarations des représentants des partis et un entretien direct avec les responsables des partis (Trechsel and Mair 2009 ; Ladner et al. 2010 : 110). Globalement, ce projet a compté environ 100 participants.

Les informations saisies permettent aux utilisateurs du site web (www.europrofiler.eu) de se représenter les positions politiques d'un parti et de les comparer avec celles d'autres partis et avec leurs propres préférences politiques. Nous avons ainsi non seulement proposé un classement des critères de comparaison mais aussi une boussole bidimensionnelle des partis,

qui présente les axes suivants : « gauche-droite » ainsi que « pour et contre l'intégration européenne ». En outre, les utilisateurs avaient la possibilité de comparer leur propre position politique avec celles des partis grâce aux graphiques en toile d'araignée (nommés *EU-spiders*), eux-mêmes divisés en sept domaines. Ces graphiques, ainsi que les valeurs correspondantes, constituent la base de cette étude.

L'*EU-spider* illustre de manière claire et compréhensible les profils politiques des partis. Il se base sur *smartspider*, mieux connu en Suisse, et qui a été développé pour le VAA *smartvote* par le groupe de chercheurs Sotomo de l'Université de Zurich. Les graphiques indiquent les positionnements des partis dans sept domaines politiques, auxquels nous avons attribué les 28 questions retenues (pour le classement des questions Ladner et al. 2010 : 112). Les sept domaines politiques sont les suivants :

- Libéralisation économique
- Politique de rigueur en matière de finances publiques
- Respect de la loi et de l'ordre public
- Politique d'immigration restrictive
- Protection de l'environnement
- Développement de l'Etat providence
- Société libérale

D'après le graphique, les partis peuvent obtenir des valeurs entre 0 (je ne suis pas du tout d'accord avec toutes les propositions figurant un domaine politique) et 100 (je suis entièrement d'accord avec toutes les propositions figurant dans un domaine politique). De plus, la règle suivante s'applique : les partis orientés à gauche disposent d'une plus grande surface sur le côté gauche et les partis orientés à droite, sur le côté droit. Les partis libéraux disposent de plus de place vers la partie supérieure du graphique, et les partis conservateurs, vers la partie inférieure (vers la droite) du graphique.

Plus de 200 partis issus de 27 pays ont participé aux élections au Parlement européen. Il en va de même avec ceux de la Suisse, de la Croatie et de la Turquie, qui constituent la partie centrale de cette étude. Cela nous permet d'analyser les positions politiques de plus de 260 partis.

2. Les familles de partis et leurs profils politiques

Le premier point de référence pour l'attribution des partis aux différentes familles de partis est leur appartenance à l'un des sept groupes parlementaires du Parlement européen. Toutefois, tous les partis ayant participé à ces élections ne se retrouvent pas dans les groupes parlementaires. Nombre d'entre eux n'ont pas eu d'élus, de sorte qu'ils ne peuvent pas rétrospectivement se positionner dans un groupe parlementaire. C'est pourquoi nous avons choisi les partis actifs au niveau européen comme deuxième point de référence. Ils résultent souvent de coalitions de partis ayant au niveau national des orientations politiques semblables et qui ont des relations étroites avec l'un des groupes parlementaires. Pour adhérer à l'un des partis européens, une représentation au Parlement européen n'est pas forcément une condition préalable, ce qui permet également aux partis suisses d'en faire partie.

En se fondant sur les groupes parlementaires et les partis européens, il est possible d'attribuer une bonne partie d'entre eux à une famille politique bien précise. Il existe toutefois des cas où une attribution s'avère moins aisée. Les élus d'un parti national peuvent ainsi prendre place dans divers groupes parlementaires alors que l'appartenance à un groupe parlementaire peut être contestée ou mouvante à l'intérieur même des partis. Au niveau des partis européens, certains partis nationaux disposent uniquement d'un statut d'observateur ou sont liés avec plusieurs partis européens³.

Dans l'absolu, plus de 80% des partis saisis dans l'*EU-Profiler* ont pu être attribués aux différentes familles politiques (comme le montre le tableau 1)⁴. Le Parti populaire européen est le groupe le plus important, avec environ un cinquième de tous les partis; viennent ensuite les partis libéraux et les socialistes. L'attribution devient plus difficile pour les partis de la droite nationaliste et les partis eurosceptiques. Lorsqu'on parle de partis populistes de droite, il s'agit finalement d'une catégorie créée de manière artificielle, en raison de leurs similitudes d'organisation, de leurs modes d'actions et de leurs succès, et qui sont souvent comparés et analysés dans la littérature secondaire dans la même perspective.

Tableau 1 : Taille et orientation politique des différentes familles de partis

Partis	Abréviation des groupes parlementaires. 2004-2009	Orientation politique	Nombre	Part en %
Parti populaire européen	PPE	centre droite	55	20,9
Partis socialistes	PS	sociale-démocrate	36	13,7
Partis libéraux	ADLE	libérale	37	14,1
Partis de la droite nationale	UEN	nationale-conservatrice	12	4,6
Les Verts	Verts/ALE	vert	30	11,4
Les Verts et la gauche	GUE/NGL	vert de gauche	26	9,9
Les partis eurosceptiques	IND/DEM	eurosceptique	7	2,7
Partis populistes de droite			15	5,7
Autres			45	17,1
Total			263	100

PPE : Groupe du Parti populaire européen/Groupe Démocrates chrétiens

PSE : Groupe du Parti socialiste au Parlement européen

ELDR : Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

UEN : Groupe Union pour l'Europe des nations

Les Verts/ALE : Groupe des Verts/Alliance libre européenne

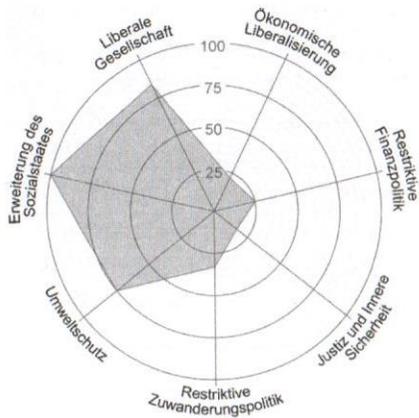
GUE/NGL : Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

IND/DEM : Groupe Indépendance/Démocratie

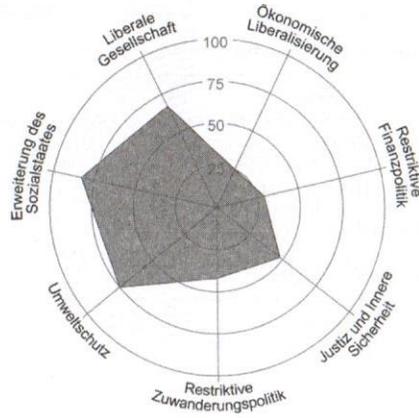
Source : *EU-Profiler* 2009. Tableau Ladner.

Le tableau 1 indique le positionnement politique des huit familles de partis en se fondant sur les groupes parlementaires et les partis européens. La médiane⁵ délimite les partis des diverses familles au sein de différents domaines politiques. La gauche, les Verts et les socialistes, ont des positions politiques qui se ressemblent beaucoup. Cela reflète la fragmentation organisationnelle de la gauche qui lui a été tant reprochée après les élections. Il en va de même, à première vue, pour les *EU-spider* des démocrates-chrétiens conservateurs et des libéraux. Les démocrates-chrétiens conservateurs prennent fait et cause pour le respect de la loi et de l'ordre public ainsi que pour une politique d'immigration restrictive. Quant aux libéraux, ils défendent un modèle de société légèrement plus libéral. Il est frappant de constater que, dans des questions concernant la libéralisation économique, les libéraux ne se démarquent que très peu des partis conser-

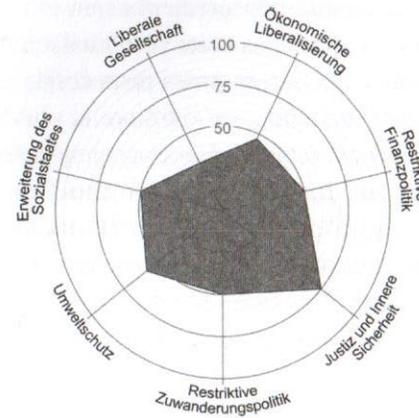
Figure 1 : Positionnement des huit familles de partis (médiane)



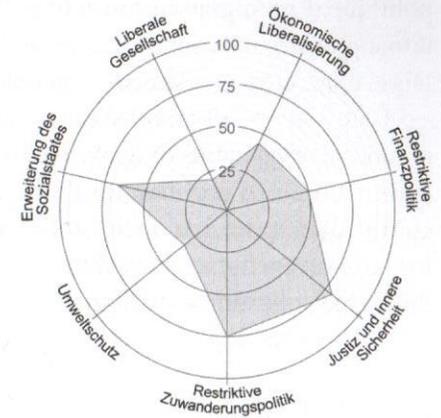
Partis verts orientés vers la gauche



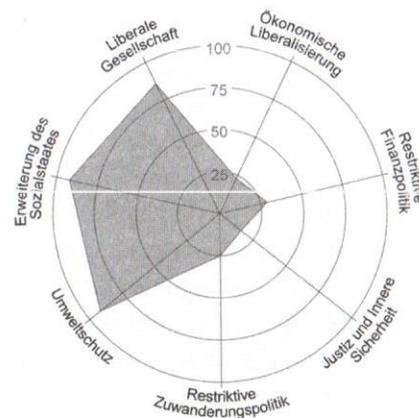
Partis socialistes



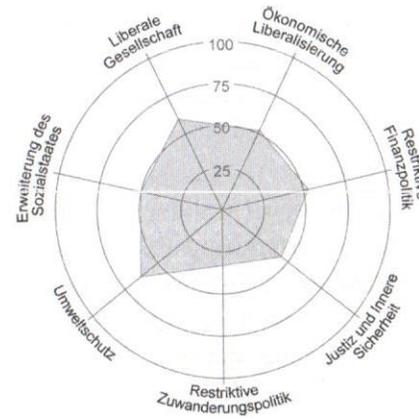
Partis populaires européens



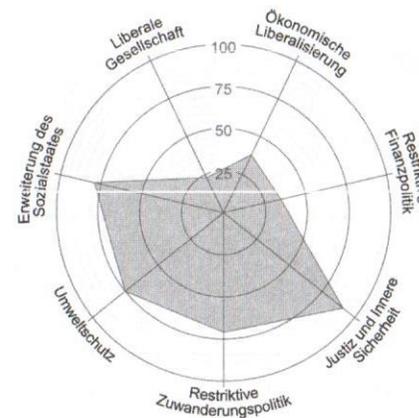
Partis eurosceptiques



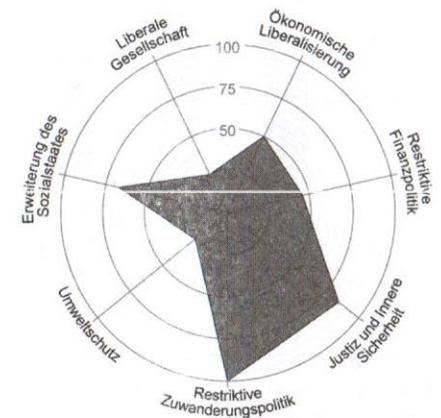
Partis verts



Partis libéraux



Partis nationalistes de droite



Partis populistes de droite

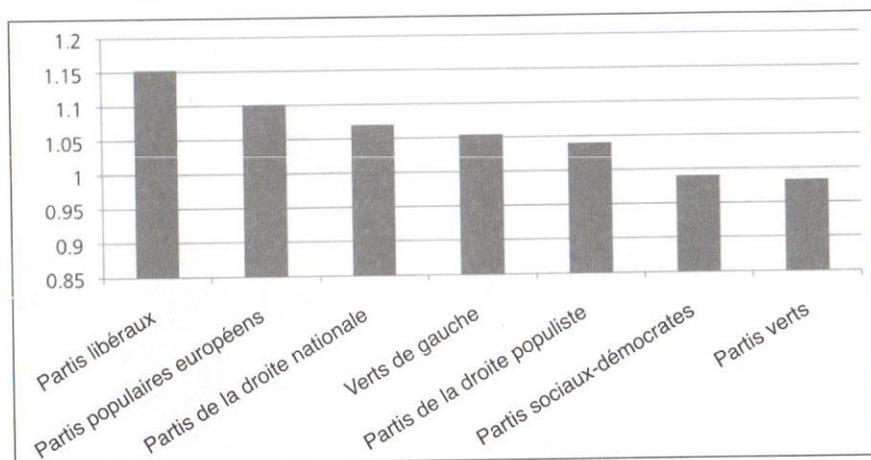
N: Partis verts de gauche = 26; Partis socialistes = 36; Partis verts = 30; Partis libéraux = 37; Partis populaires européens = 55; Partis eurosceptiques = 7; Partis nationalistes de droite = 12; Partis populistes de droite = 15.

Source: EU-Profiler 2009.

vateurs. On retrouve également des similitudes entre les groupes de partis eurosceptiques, nationaux-conservateurs et populistes de droite. Ils sont un peu plus engagés en faveur du respect de la loi et de l'ordre public et d'une politique d'immigration restrictive. Les nationaux-conservateurs sont toutefois plus orientés vers l'Etat providence, ce qui, dans cette combinaison, laisse apparaître un élément populiste dans leurs programmes respectifs.

Tout d'abord, et ce n'est pas totalement inattendu, on retrouve la plus grande hétérogénéité (d'après les divergences « standards » opposant des partis au sein d'une famille de partis) chez les libéraux, puis chez les conservateurs, les nationaux-conservateurs, la gauche et la droite populiste. En revanche, les socialistes et les Verts sont souvent du même avis sur différentes questions (cf. figure 2).

Figure 2 : Hétérogénéité des différentes familles de partis



Ci-dessus, les valeurs moyennes des divergences « standards » des 28 positions politiques des différentes familles de partis. Source : *EU-Profiler* 2009.

3. Où se situent les partis suisses parmi les différentes familles de partis ?

Par la suite, nous allons examiner à quel point les cinq plus grands partis suisses se reconnaissent dans les autres partis européens. Nous allons d'abord nous interroger sur le comportement d'un parti suisse par rapport à « sa » famille la plus proche, puis nous nous demanderons comment se distingue un parti suisse par rapport aux partis de sa famille et quel est celui qui lui ressemble le plus. Le classement des partis suisses par rapport aux familles de partis qui leur sont proches est relativement simple. Le PDC fait partie du Parti populaire européen, le PSS, des partis socialistes, le PLR, des partis libéraux et le Parti écologiste suisse (les Verts), des Verts. Quant à l'UDC, son classement s'avère un peu plus compliqué, car il présente des points communs avec les nationaux-conservateurs et les populistes de droite.

Les partis conservateurs et chrétiens-démocrates

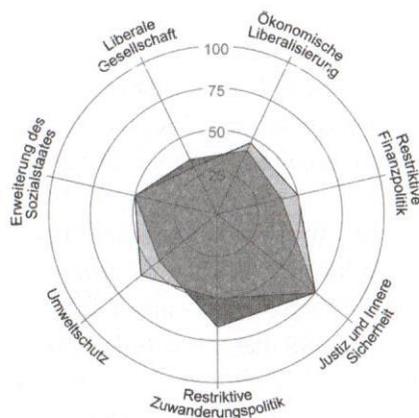
Les partis bourgeois conservateurs et chrétiens-démocrates européens – auxquels appartient également le Parti démocrate chrétien suisse (PDC) – se situent, pour l'essentiel, au sein du Parti populaire européen (PPE). Celui-ci compte environ 50 partis au sein des 25 pays membres de l'UE. Les représentants les plus connus de cette famille de partis sont la *Christlich Demokratische Union/Christlich-Soziale Union (CDU/CSU)* en Allemagne, l'Union pour un mouvement populaire en France, le *Popolo della Libertà* en Italie, le *Partido Popular* en Espagne et la plateforme polonaise de citoyens *Platforma Obywatelska*.

Le PPE est membre du groupe parlementaire « Parti populaire européen/Démocrates européens (PPE/DE) » qui forme le plus grand groupe au Parlement européen, avec 271 députés sur 754 sièges⁶. Au cours de la législature 2004-2009, le PPE-DE comptait encore 288 membres. Il doit toutefois une partie de ses pertes à la diminution des membres du Parlement européen. Après les élections en 2009, le nombre de sièges du PPE-DE a seulement diminué de 0,7%, passant de 36,7 à 36%, un succès puisqu'il fut enregistré malgré la sortie du *Conservative Party* britannique et de l'*Občanská demokratická strana* tchèque.

Les partis du PPE séduisent surtout par leurs positions conservatrices liées au respect de la loi et de l'ordre public. Ils soutiennent en outre, du moins en partie, une politique d'immigration restrictive. En revanche, ils ne défendent ni une politique financière restrictive, ni ne s'engagent pour une libéralisation de l'économie accrue. Il serait également faux de les qualifier d'adversaires vigoureux de l'Etat providence. Quant à la protection de l'environnement, ces partis y sont plutôt favorables. En revanche, ils se montrent très discrets sur les questions touchant aux domaines de la société libérale et de la libéralisation de l'économie.

Quand on compare les positions politiques des différents partis conservateurs (illustrées dans le graphique du *EU-spider* par la médiane) avec la position du PDC, ce dernier se situe effectivement dans la bonne famille de partis (cf. figure 3). Les différences sont relativement faibles. Les seules divergences qu'on constate se trouvent dans l'attitude plus restrictive que le PDC adopte face à la politique d'immigration, ce qui relève plutôt de la pression existant en Suisse même sur ce sujet. Le profil du PDC soulève la question du succès de ce parti conservateur dans les milieux urbains.

Figure 3 : Le PDC et la famille de partis « Parti populaire européen » (médiane)



Sombre : PDC

Clair : tous les partis populistes européens

Source : *EU-Profiler* 2009.

Lorsqu'on cherche des partis aux profils politiques similaires au PDC (c'est-à-dire qui, dans tous les domaines politiques, ont des positions politiques pas trop divergentes de celles du PDC), il est intéressant de constater que le parti britannique *Labour Party* est proche de ce dernier, mais légèrement plus orienté vers l'Etat providence et un peu moins engagé dans une politique d'immigration restrictive. Les autres partis aux profils similaires sont grosso modo le parti tchèque *Evropská demokratická strana*, le parti irlandais *Fine Gael*, le parti slovène *Slovenska ljudska stranka*, le parti Mouvement réformateur en Belgique, le parti hongrois *Magyar Demokrata Fórum* et le parti néerlandais *Christen-Democratisch Appèl*. Le *Partido Popular* en Espagne et le *Österreichische Volkspartei (ÖVP)* ont aussi un certain nombre de ressemblances avec le PDC. Le parti letton *Tautas Partija*, le plus important au Parlement national (2006), est quasiment identique au PDC. Il est également intéressant de constater que des partis venant de différentes familles de partis (par exemple le parti socialiste *Labour Party* et le parti libéral Mouvement réformateur) ont un profil similaire au PDC. La proximité avec le *Labour Party* britannique s'explique partiellement par le bipartisme britannique, où les partis doivent prendre des positions du centre pour obtenir un maximum de voix. En Suisse, le système proportionnel ainsi qu'un gouvernement formé de plusieurs partis permettent de plus grandes différences politiques.

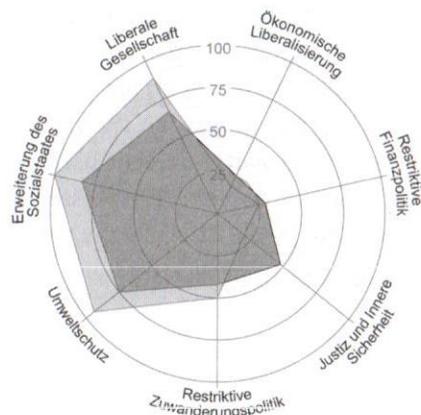
Les partis socialistes

Les partis socialistes appartiennent au Parti socialiste européen (PSE), dont les membres forment le groupe socialiste au Parlement européen. Les grands partis connus de cette famille de partis sont le *SPD* en Allemagne, le Parti socialiste en France, le *Labour Party* en Grande-Bretagne, le *Partido Socialista Obrero Espanol* et le *Sojusz Lewicy Demokratycznej – Unia Pracy* en Pologne. Le Parti socialiste suisse (PSS) est un membre associé du PSE.

Lors de la législature 2004-2009, les socialistes comptaient 217 députés sur 785 ; ils en comptent actuellement 190. Après les élections, leur nombre de représentants au Parlement a baissé de 2,6% et ils sont sortis grands perdants des élections 2009. Mais ils constituent encore et toujours le deuxième plus grand groupe au Parlement européen.

La position politique des partis socialistes ne nous étonne guère. Au premier plan, on retrouve l'Etat providence, puis la protection de l'environnement et les valeurs d'une société libérale. Lorsqu'on compare le PSS à la moyenne des partis de cette famille, on constate que, en comparaison avec ses partis frères, il est non seulement plus orienté vers l'Etat providence, mais il milite aussi pour des valeurs d'une société davantage libérale et pour une protection de l'environnement accrue. Quand on tente de comparer les partis socialistes de manière plus globale, il s'avère que le PSS compte parmi les partis les plus à gauche au sein des partis socialistes européens.

Figure 4: PSS et les partis socialistes de la famille de partis (médiane)



Sombre: tous les partis socialistes

Clair: PSS

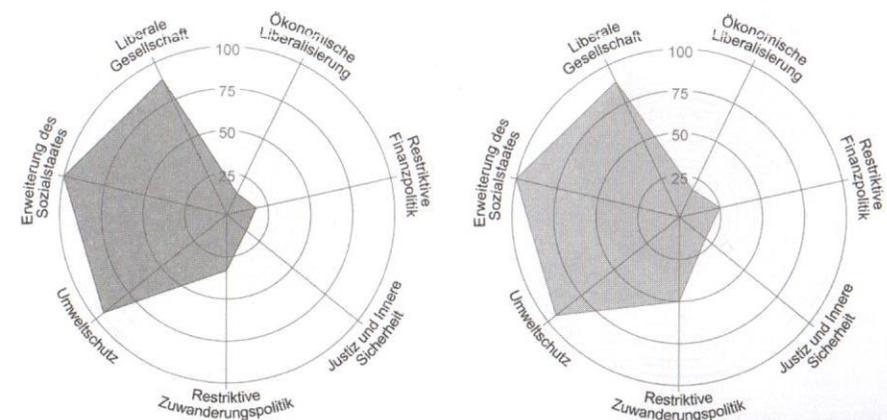
Source: EU-Profiler 2009.

Il est donc légitime de se demander, pourquoi, dans un pays plutôt libéral comme la Suisse, le PSS cherche-t-il à attirer le gros des électeurs avec des positions extrêmes. Une explication se trouve dans le système politique même, avec la proportionnelle, la concordance et ses mécanismes de négociations. Les partis suisses ne recherchent pas forcément la majorité des voix, mais sont plutôt orientés vers un segment choisi et idéologiquement plus homogène de la population. Au niveau national la part de ses suffrages

se situe (ou du moins se situait pendant de nombreuses années) entre 20 et 25%, des résultats très satisfaisants qui ont permis aux socialistes d'obtenir deux sièges au Conseil fédéral. En outre, la politique suisse est souvent basée sur des solutions de compromis, fruits de très longues négociations. Voilà une stratégie envisageable pour les socialistes, qui entrent en matière avec des positions extrêmes pour obtenir à la fin des solutions plus proches de leurs positions de base.

Lorsqu'on cherche le parti le plus semblable au PSS, on trouve étonnamment, et en premier lieu, le *Bloque Nacionalista Galego* en Espagne, un parti nationaliste et socialiste ainsi que le parti portugais *Coligação Democrática Unitária*, une alliance entre les communistes et les Verts. Puis nous trouvons *DIE LINKE* en Allemagne, ce qui surprend également. En effet, les graphiques en toile d'araignée mentionnées ci-dessous se ressemblent pourtant à s'y méprendre (cf. figure 5). Les *Liberal Democrats* en Grande-Bretagne ont un profil également semblable à ceux mentionnés ci-dessus. Les différents partis de gauche et les Verts, tout comme partiellement les partis communistes, ont des profils similaires. Les partis socialistes en Allemagne et en Autriche suivent avec une grande distance et finalement le *Labour Party*, qui est le parti le plus éloigné du PSS.

Figure 5: DIE LINKE et le PSS



DIE LINKE (Allemagne)

Source: EU-Profiler 2009.

PSS (Suisse)

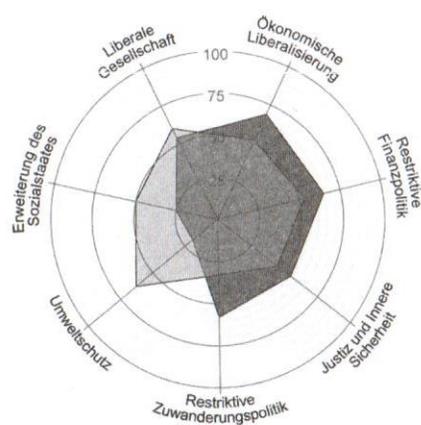
Les partis libéraux

Historiquement les partis libéraux ont été la cheville ouvrière de la formation des Etats-nations. Pour reprendre la terminologie de Lipset et Rokkan (1967), on peut dire qu'ils sont issus des «révolutions nationales» ayant abouti à la fondation des Etats et aux conflits entre l'Eglise et l'Etat. Les points culminants de ces conflits ont été, en Suisse, la guerre du *Sonderbund* en 1847 et le *Kulturkampf* dans les années 1870.

Les partis libéraux séduisent surtout par leur flexibilité et une vaste gamme idéologique, qui leur permettent de gouverner dans diverses coalitions. Contrairement aux socialistes et aux démocrates-chrétiens, ils ne disposent pas d'un potentiel électoral dans une partie bien définie de la population, comme les ouvriers ou les catholiques. Ils recrutent cependant leurs électeurs surtout parmi les couches privilégiées de la population.

Le Parti européen des libéraux, démocrates et réformistes (ELDR) compte aujourd'hui 55 partis membres dans toute l'Europe, dont le Parti libéral-radical (PLR). Au Parlement européen, les membres des partis libéraux se retrouvent dans le groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux

Figure 6 : Le PLR et les partis de la famille libérale (médiane)



Sombre: PLR

Clair: tous les partis ADLE

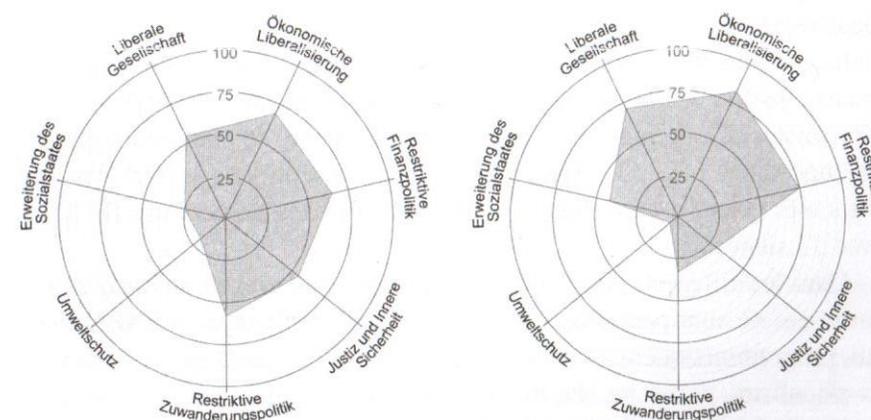
Source : EU-Profiler 2009.

pour l'Europe (ADLE). Il constitue le troisième plus important groupe et, jusqu'en 2009, il comptait 100 sièges sur 785. Actuellement les libéraux comptent 85 députés européens sur 754.

Comment se positionne le PLR à l'intérieur des différents courants libéraux en Europe ? En général, la Suisse est plutôt considérée comme un pays libéral, où l'Etat providence a une signification moindre qu'en Allemagne ou dans les pays scandinaves par exemple. La Suisse connaît en outre des partis verts ainsi qu'un PSS marqué à gauche mais ayant des valeurs libérales. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le PLR se positionne plus à droite et soit moins progressiste. Comparé aux valeurs moyennes de tous les partis libéraux, le PLR s'engage plus que la moyenne pour une libéralisation de l'économie, pour une politique restrictive en matière de finances publiques, pour le respect de la loi et de l'ordre public, ainsi que pour une politique d'immigration restrictive (cf. figure 6).

Lorsqu'on cherche le parti qui est le plus proche programmatiquement du PLR, on trouve le parti bulgare *Dwischenie sa Prawa i Swobodi* qui, lors des élections parlementaires nationales de 2005, a obtenu environ 13% des voix. Le pendant bulgare du PLR est légèrement moins restrictif à pro-

Figure 7 : PLR et FDP allemand



PLR

FDP allemand

Source : EU-Profiler 2009.

pos de l'immigration et s'engage davantage pour la protection de l'environnement. Autres partis semblables : le *Ob anská demokratická strana* en République tchèque, qui représente environ 30% des suffrages, mais appartient à la famille de partis PPE, puis vient le *Open Vlaamse Liberalen en Democraten* belge avec 12% et le parti *Lijst Dedecker* avec 4%.

En Allemagne, le *FDP*, souvent utilisé comme point de repère, appartient, comme le *PLR* suisse, aux partis libéraux sur le plan économique. En revanche, il est frappant de constater que le *FDP* allemand n'est pas seulement plus libéral dans le domaine de la politique des finances et en matière de politique économique que le *PLR*, mais également sur des questions de société (cf. figure 7). De plus, le *FDP* allemand se montre plus réservé lorsqu'il s'agit du respect de la loi et de l'ordre public et à propos de l'immigration. Le fait que le *FDP* soit plus orienté vers l'Etat providence pourrait être lié au climat qui lui est plus favorable en Allemagne.

Les partis nationaux-conservateurs

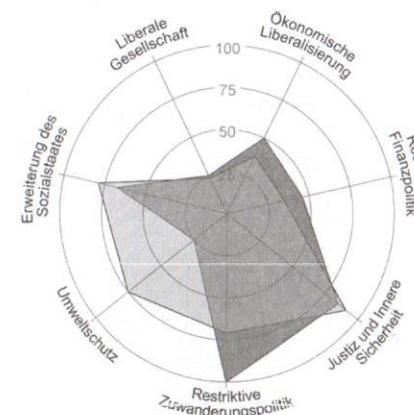
L'Alliance pour l'Europe des nations (AEN) a été fondée à Milan en 2004 et se compose en tout de seize partis nationalistes, conservateurs et eurosceptiques⁷. Le groupe de l'AEN au Parlement européen s'est longtemps appelé Union pour une Europe des nations (UEN). 44 députés de six pays différents y appartenaient durant la législature 2004-2009. Quatrième plus grand groupe derrière les chrétiens-démocrates, les socialistes et les libéraux, l'UEN s'est dissoute après le départ du parti polonais *Prawo i Sprawiedliwo*, qui a adhéré à celui des Conservateurs et réformistes. Ce dernier constitue, pour le moment, le cinquième groupe en importance avec 53 sièges. Les partis eurosceptiques se sont dès lors organisés sous un nouveau nom – Europe libertés démocratie (ELD) – avec 33 sièges.

Dans les différents pays européens, on trouve un grand nombre d'autres partis qui ne sont peut-être pas liés organisationnellement à l'AEN mais qui, programmatiquement guère éloignés de celle-ci, sont qualifiés de partis populistes de droite. Parmi les exemples les plus connus, citons le *Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ)*, le Front national en France, la *Lega Nord per l'indipendenza della Padania (Lega Nord)* en Italie, *Die Republikaner* en Allemagne, le *Partij voor de Vrijheid* aux Pays-Bas ou le

Dansk Folkeparti au Danemark. La littérature secondaire considère aussi l'UDC comme appartenant à ce groupe de partis (cf. Decker 2006).

Lorsqu'on compare les graphiques en toile d'araignée des membres de l'AEN/UEN avec ceux des partis populistes de droite et des partis nationaux-conservateurs, on ne trouve que peu de différences entre les deux groupes de partis dans de nombreux domaines (cf. figure 7). Seule la protection de l'environnement est moins importante pour les partis populistes de droite que pour les membres de l'AEN.

Figure 8: Partis populistes de droite et partis nationaux-conservateurs européens (médiane)



Sombre : populiste de droite

Clair : nationaux-conservateurs

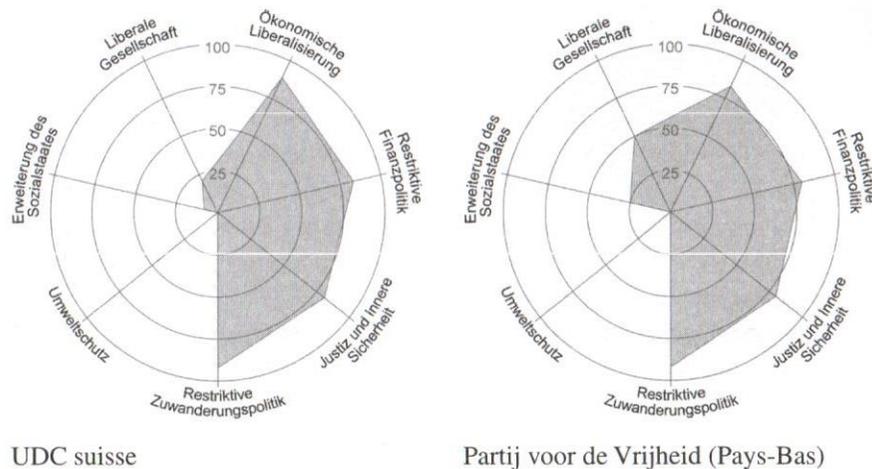
Source : EU-Profiler 2009.

Parmi ces partis, le *Prawo i Sprawiedliwo*, en Pologne, occupe une position exceptionnelle. Il a été fondé en 2001 par l'ancien ministre de la Justice Lech Kaczynski et son frère jumeau Jaroslaw Kaczynski, et a gouverné en Pologne entre 2005 et 2009. L'UDC suisse fait également partie de ce groupe de grands partis, avec 28,9% des suffrages en 2007, alors que la plupart des autres partis sont bien plus petits et représentent entre 5 et 15% des voix, voire moins.

Les partis nationaux-conservateurs et populistes de droite ont été les grands vainqueurs des élections de 2009 et ont pu obtenir, entre autres, un spectaculaire succès électoral en Grande Bretagne (*United Kingdom Independence Party*), au Danemark (*Dansk Folkeparti*), aux Pays-Bas (*Partij voor de Vrijheid*) et en Hongrie (*Jobbik Magyarorszáért Mozgalom*).

Le profil politique de l'UDC (cf. figure 9) ne correspond que de manière limitée à celui du groupe de ces partis. Elle est bien plus libérale sur le plan économique et adepte d'une politique en matière de finances publiques plus restrictive. En même temps, elle a fort peu de sympathies pour une expansion de l'Etat social. En revanche, les similitudes sont plus grandes dans le domaine de la politique d'immigration, qu'elle veut restrictive, et dans sa volonté de renforcer l'ordre public.

Figure 9: UDC et le Partij voor de Vrijheid néerlandais



Source: EU-Profiler 2009.

Parmi les partis qui, par leurs thèmes, sont les plus proches de l'UDC, citons surtout le *Partij voor de Vrijheid* de Geert Wilder aux Pays-Bas, qui a des positions similaires sur les questions d'économie libérale, mais qui milite un peu plus fortement pour une société libérale. Le *Eesti Kristlikud Demokraadid*

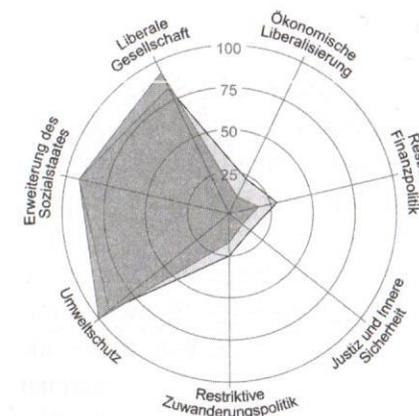
en Estonie et *Die Republikaner* en Allemagne sont d'autres partis programmatiquement proches. On constate une distance entre l'attitude de l'UDC et celle des partis semblables lorsqu'il s'agit de l'Etat providence, d'une gestion restrictive des finances publiques et d'un soutien à la libéralisation de l'économie.

Les partis verts

Le groupe «Les Verts/Alliance libre européenne» au Parlement européen est constitué du Parti vert européen et de l'Alliance libre européenne (ALE). Il a été mis sur pied à la suite des élections de 1999. Au cours de la législature 2004-2009, le groupe comptait 43 sièges. Dans la nouvelle législature 2009-2014, il a pu augmenter son nombre de sièges à 58. Les Verts ont été les vainqueurs des élections 2009.

Le profil politique des Verts suisses est quasiment identique à celui des Verts européens (cf. figure 10). Dans le meilleur des cas, on pourrait définir les Verts suisses comme plus radicaux et peut-être même plus orientés à gauche que la majorité des partis verts en Europe⁸.

Figure 10: Les Verts suisses et la famille de partis des Verts



Sombre: les Verts suisses

Clair: tous les partis verts

Source: EU-Profiler 2009.

Les partis les plus proches des Verts suisses sont le *Scottish Green Party*, *Bündnis 90/Die Grünen* en Allemagne et *Die Grünen – Die grüne Alternative* en Autriche. Il est cependant étonnant que des pays comme la Turquie, la Grèce ou la Hongrie aient des partis verts, qui ne diffèrent que peu politiquement des Verts suisses. Finalement, on constate que les groupements similaires, comme le *Partido Socialista Obrero Español* espagnol ou *DIE LINKE* en Allemagne, ne sont pas forcément attribués au camp des Verts. Lorsqu'on cherche des différences entre les partis verts, on les trouve principalement dans leur politique d'immigration.

4. Polarisation du système suisse des partis

La polarisation d'un système de partis désigne la distance idéologique entre les partis politiques et le centre idéologique de ce même système. En général, dans la littérature secondaire, on se réfère à une seule dimension, « l'axe gauche-droite » (Inglehart and Klingemann 1978).

Pour calculer la polarisation, on utilise souvent la formule de Taylor et Herman (1971 : 32 ff.) qui définit au préalable le positionnement du système de partis sur « l'axe gauche-droite ». Pour cela, il faut multiplier les positions politiques des partis par la part des leurs suffrages, puis additionner les produits et les diviser par les suffrages saisis. Puis, on calcule la distance de chaque parti avec le centre du système des partis, en la mettant au carré et en la multipliant par la part des suffrages.

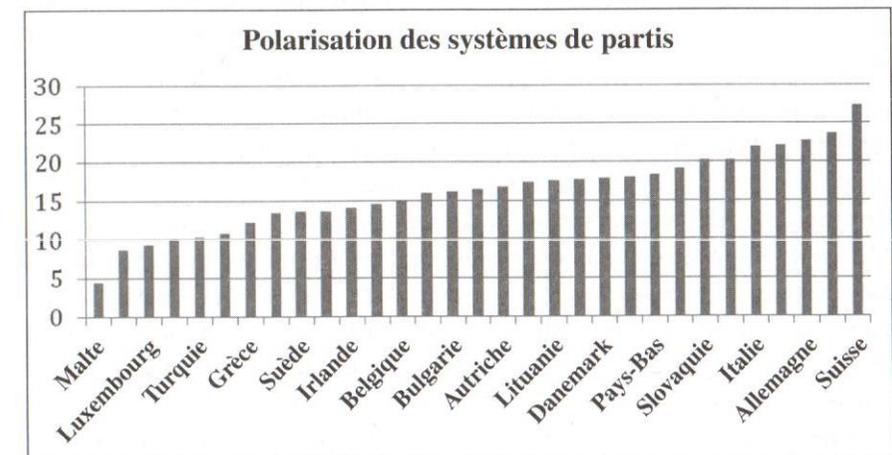
Comme nous n'examinons pas qu'une seule dimension politique, mais sept, nous calculerons d'abord la polarisation dans chaque domaine politique, puis la moyenne de toutes ces polarisations. Pour calculer les écarts entre un parti et le centre d'une dimension, il ne faut pas mettre au carré, mais utiliser la distance absolue⁹.

Les résultats de la valeur de polarisation ainsi calculée montrent que le système de partis en Suisse est l'un des plus polarisés (cf. figure 11). Par rapport à des études plus anciennes sur la polarisation que nous avons utilisées, ce résultat est étonnant. Selon les analyses de Gross et Sigelman (1984 : 473), le système des partis suisses, en comparaison internationale, fait partie du groupe des systèmes de partis orientés vers la gauche. A l'intérieur de cette catégorie, il constitue un groupe de partis fortement fragmenté, mais moyennement polarisé. L'étude de Lane et Ersson (1994³ :

185) confirme cette polarisation relativement faible du système suisse de partis.

Les observateurs actuels de la politique suisse ne sont néanmoins que peu étonnés par ce résultat, étant donné que la politique suisse a passablement changé ces dernières années, avec l'arrivée de l'UDC. Comme nous l'avons vu, l'UDC, mais aussi le PSS, les deux plus grands partis, essaient pour des raisons stratégiques de prendre des positions extrêmes dans le « système de négociation » de la politique suisse en essayant d'aboutir ainsi à des solutions de compromis à leur profit. En théorie, ce résultat est intéressant en soi, car il contrarie les tentatives de polarisation du système des partis qui se fondent uniquement sur des variables structurelles et institutionnelles. Visiblement, les responsables des partis disposent d'une certaine marge de manœuvre et peuvent se décider pour une stratégie plus ou moins polarisante.

Figure 11 : Index de polarisation des systèmes de partis



Source : EU-Profiler 2009. Calculs Ladner.

5. Conclusion

Les partis suisses peuvent tout à fait s'intégrer dans le système européen de partis. Sur la base des sept domaines politiques que contient cette étude, nous pouvons démontrer que le positionnement du PDC correspond presque entièrement à la valeur moyenne des partis populaires européens. Les Verts suisses, quant à eux, sont encore plus en harmonie avec leurs partis frères européens. Lorsqu'on compare le PLR avec les autres partis libéraux, il apparaît qu'il est un peu plus orienté vers l'économie libérale et qu'il adopte des positions plus conservatrices sur les questions relatives à l'ordre public et à la politique d'immigration. Il est toutefois bien à sa place dans le groupe des partis libéraux. Le PSS correspond aux partis socialistes, mais se montre plus extrême lors qu'il s'agit de questions d'expansion de l'Etat social, de libéralisation de la société et de la protection de l'environnement que la moyenne des partis socialistes européens. Finalement, l'UDC, parti du peuple suisse, ne trouve clairement pas sa bonne place au sein des partis populaires européens. Elle correspond aux groupes nationaux-conservateurs et populistes de droite même si, dans son programme, elle s'engage sur des questions d'économie libérale.

Lorsqu'on cherche parmi les partis les plus connus en Europe ceux qui, par leur positionnement, ressemblent le plus aux partis suisses, on trouve pour le PDC le *Mouvement réformateur* en Belgique, le *Christen-Democratisch Appel* aux Pays-Bas et, de manière surprenante, le *Labour Party* en Grande-Bretagne. Le PSS se positionne lui comme *DIE LINKE* en Allemagne et le PLR a de nombreux points communs avec le *Open Vlaamse Liberalen en Democraten* en Belgique ou le *Volkspartij voor Vrijheid en Democratie* aux Pays-Bas. L'UDC se rapproche le plus du *Partij voor de Vrijheid* de Geert Wilders aux Pays-Bas et Les Verts suisses, enfin, de *Bündnis 90/Grüne* en Allemagne et *Die Grünen – Die grüne Alternative* en Autriche.

Lorsqu'on compare la part des suffrages des partis suisses avec celle de leurs partis frères, le PDC, avec environ 12% des suffrages en 2011, est clairement plus faible que les autres partis populaires européens d'Europe centrale et du sud. Cela tient évidemment au fait qu'une partie du potentiel électoral dans les cantons protestants et de confession mixte est prise par l'UDC. En comparaison européenne, le PSS, avec ses 20%, compte également parmi les partis socialistes les plus faibles. Avec un peu plus de 15%, le PLR appartient plutôt aux partis libéraux les plus forts, qui ne forment

que la troisième force en Europe. Dans ce sens, les pertes de voix continues du parti qui a longtemps dominé la politique suisse, le PLR, peuvent être vues comme une sorte de processus de «normalisation et d'eupéanisation». Avec environ 10%, les Verts suisses se situent plutôt au premier rang sur le plan européen, tandis que l'UDC, avec ses 25%, occupe une des premières places parmi les partis nationaux-conservateurs et populistes de droite. Avec ces comparaisons, il convient toutefois de tenir compte du fait qu'il existe des différences entre les systèmes de partis dans les différents pays d'Europe, selon l'espace culturel, la taille du pays et le système électoral. Le système suisse de partis peut être comparé avec celui de pays plus petits d'Europe du nord, tournés vers le consensus démocratique.

En s'appuyant sur la part des suffrages des partis et de leurs positions politiques, il est possible de calculer la polarisation des systèmes de partis nationaux. La Suisse a – d'après ces calculs – le système des partis le plus polarisé. Ceci provient du fait que les deux plus grands partis, l'UDC et le PSS, présentent des profils à la fois extrêmes et très différents. Autre point intéressant dans ce contexte: la Suisse a été pendant longtemps un pays avec une polarisation relativement faible, vu la nature centripète de la compétition existante entre les partis. Ceci a été à de nombreuses reprises mis en relation avec le système de concordance suisse. Lorsqu'on observe l'état actuel du système suisse des partis, nous en concluons que la concurrence entre les partis et le positionnement politique qui en découle ne sont pas définis uniquement par l'organisation institutionnelle du système politique, mais aussi par le fait que les partis politiques peuvent aussi adopter des stratégies différentes, qui leur sont propres.

NOTES

- ¹ Une seconde dimension comparable, souvent utilisée aujourd'hui, est «Green/Alternative/Libertarian» (GAL) et «Traditional/Authoritarian/Nationalist» (TAN) (Hooghe, Marks and Wilson 2004).
- ² Les résultats de l'utilisation du site se situaient légèrement en dessous des prévisions. Jusqu'au jour des élections, plus de 900 000 visiteurs ont eu recours à une recommandation de vote. Comme prévu, la Suisse faisait partie des pays où le taux de participation était bas, car elle n'était pas directement concernée par les élections. Toutefois, environ

- 1 800 personnes ont eu recours à une recommandation de vote dans les trois langues nationales.
- ³ Un des exemples qui montre bien que l'attribution d'un parti n'est pas si simple que l'on pense est celui du *Conservative Party* qui a quitté le groupe parlementaire du PPE-DE et qui maintenant est actif au sein du groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR).
- ⁴ Pour le classement des partis Ladner et al. 2010 : 116 ss.
- ⁵ La médiane (valeur centrale) divise la famille de partis en deux groupes de même taille. La moitié des partis se situe en dessus de cette valeur, l'autre moitié en dessous.
- ⁶ Le nombre de sièges indiqué (sans autres indications) se réfère au 1^{er} janvier 2012.
- ⁷ Cf. site web de l'AEN : <http://www.aensite.org/?q=en/node/73> (consulté le 15 décembre 2009).
- ⁸ Illustré par des valeurs médianes.
- ⁹ Pour les formules précises, cf. Ladner et al. 2010 : 83 s.

BIBLIOGRAPHIE

- Benoit Kenneth and Laver Michael (2007). « Estimating Party Policy positions: Comparing Expert Surveys and Hand Coded Content Analysis », *Electoral Studies*, 26(1) : 90-107.
- Budge Ian et al. (2001). *Mapping Policy Preferences. Estimates for Parties, Electors, and Governments 1945-1998*. Oxford: Oxford University Press.
- Decker Frank (Hrsg.) (2006). *Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches korrektiv?* Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Gross Donald A. and Siegelmann Lee (1984). « Comparing Party Systems: A Multidimensional Approach », *Comparative Politics*, 16(4) : 463-479.
- Hooghe Liesbet, Marks Gary and Wilson Carole J. (2004). « Does left/right structure party positions on European integration ? », in Marks Gary and Steenbergen Marco R. (eds). *European integration and Political Conflict*, Cambridge: Cambridge University Press (Themes in European governance) : 120-140.
- Inglehart Ronald and Klingemann Hans-Dieter (1976). « Party Identification, Ideological Preference, and the Left-Right Dimension Among Western

- Mass Publics », in Budge Ian, Crewe Ivor and Farlie Dennis (eds.). *Party Identification and Beyond. Representations of Voting and Party Competition*, London: J. Wiley : 243-273.
- Ladner Andreas et al. (2010). *Die politische Positionierung der europäischen Parteien im Vergleich. Eine Analyse der politischen Positionen der europäischen Parteien anlässlich der Wahlen des Europäischen Parlaments 2009 mit besonderer Berücksichtigung der Schweizer Parteien*. Chavannes-près-Renens: IDEHAP (Cahier de l'IDHEAP, 252).
- Lane Jan-Erik and Ersson Svante O. (1994³). *Politics and Society in Western Europe*. London/Thousand Oak: Sage (1989¹).
- Lipset Seymour M. and Rokkan Stein (1967). « Structures, Party Systems and Voter Alignments: An Introduction », in Lipset Seymour M. and Rokkan Stein (eds.). *Party Systems and Voter Alignments. Cross-national Perspectives*, New York/London: Free Press/Collier-Macmilan : 1-64.
- Taylor Michael and Herman Valentine (1971). « Party Systems and Government Stability », *The American Political Science Review*, 65(1) : 28-37.
- Trechsel Alexander H. and Mair Peter (2009). « When Parties (also) Position Themselves: An Introduction to the EU Profiler », *EUI Working Papers RSCAS*, 65.